



# Faut-il interdire les pesticides ?

En novembre dernier, le Professeur Charles Sultan et le député socialiste Gérard Bapt lançaient un appel pour la réduction, voire la suppression de l'usage des pesticides. Signée par plus de 5 000 personnes, cette pétition s'alarme des dangers de ces produits pour la santé. Mais l'agriculture française, 3<sup>e</sup> exportatrice mondiale, peut-elle s'en passer ?

## Les pesticides sont-ils dangereux pour la santé ?

**Charles Sultan** // Depuis 20 ans, on accumule les données qui prouvent qu'ils sont des perturbateurs endocriniens, c'est-à-dire qu'ils enrayent l'action des hormones. Toutes les espèces animales se dévirent : les ours polaires, dont les graisses contiennent 10 fois plus de pesticides que ceux des zoos, sont anormalement atteints de micropenis. Chez l'homme, le registre des malformations génitales montre que leur prévalence a doublé en 30 ans, avec 3 fois plus de risques chez les enfants d'agriculteurs. Les perturbateurs endocriniens sont aussi à l'origine d'une véritable épidémie de puberté précoce. Pour moitié, ce sont des produits chimiques que l'on trouve dans les plastiques et, pour l'autre, dans les pesticides. Ils ont un impact sur la vie adulte, avec un risque accru de cancers et de maladies dégénératives comme la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson. Enfin - et c'est une bombe - on commence à voir que ce risque se transmet de génération en génération. Cela signifie que l'homme est une espèce en voie de disparition.



**Pr Charles Sultan** // // // //

Chef du service endocrinologie et du département hormonologie au CHRU de Montpellier, Prix Andrea Prader 2011.



**Michel Pontier** // // // //

Producteur de maïs et de fruits à Fabrègues, représentant du syndicat agricole majoritaire FRSEA Languedoc-Roussillon.

diminué depuis 3 ans, et elles ont augmenté de 10% cette année. Personnellement, je suis pour les interdire totalement. Il faut une réflexion globale pour protéger l'homme.

**M.P.** // L'utilisation de produits phytosanitaires varie d'une année à l'autre selon la météo. Et des progrès ont été faits. Nous utilisons des produits phytosanitaires plus efficaces et moins dangereux, dont les molécules ont toutes moins de 10 ans. Les appareils d'épandage se sont perfectionnés. Il faut rappeler que ces produits, depuis 50 ans, ont permis de se débarrasser de champignons à l'origine de graves intoxications alimentaires, comme l'ergot du seigle. C'est aussi grâce à eux qu'on a développé les rendements, que la France peut nourrir sa population, mais aussi celle de nombreux autres pays. Si on baisse les rendements du blé, on produira moins de pâtes et de couscous. Or, il en faut toujours plus.

## N'y a-t-il pas de solutions alternatives ?

**C.S.** // Je ne suis pas agronome, mais ceux que je côtoie me disent qu'on peut avoir une agriculture sans pesticides. L'INRA l'expérimente en Indonésie sur les palmiers. Plusieurs pays d'Europe du Nord comme le Danemark sont en train de le faire. S'ils le font, c'est que c'est économiquement possible.

**M.P.** // La lutte biologique donne de bons résultats. Dans mes champs de maïs, je répands des larves de trichogramme, une guêpe microscopique qui attaque la pyrale, l'insecte qui ravage le maïs. C'est le même principe que la coccinelle qui mange les pucerons. Ça coûte 35€ par

hectare au lieu de 25€ avec des produits phytosanitaires. Mais c'est aussi plus satisfaisant intellectuellement. Cela existe depuis 20 ans et ça concerne 60% des surfaces de maïs semencées dans l'Hérault. Il faut développer la recherche dans ce domaine.

## Sommes-nous suffisamment informés ?

**C.S.** // C'est aussi le sens de cet appel de Montpellier : tirer la sonnette d'alarme. Je suis un médecin reconnu, l'industrie phytosanitaire n'a aucun moyen de pression sur moi. Je me base sur des données épidémiologiques et expérimentales et sur un modèle clinique éprouvé. On ne pourra pas dire qu'on ne savait pas !

**M.P.** // Il y a pu y avoir des erreurs par le passé, mais aujourd'hui, la sensibilisation est plus forte. Quand j'étais jeune, on épandait torse nu ! Aujourd'hui, on utilise des protections. Pour acheter des produits phytosanitaires, il faut un « certiphyto » et les appareils d'épandage sont contrôlés, comme le sont les voitures au contrôle technique. Ce sont de vrais progrès.

## Le consommateur a-t-il une responsabilité ?

**C.S.** // Il faut déconditionner le consommateur, qui achète, par exemple, des fraises en toute saison. L'alimentation saine ne doit pas être réservée à quelques-uns. Le combat que je mène est aussi social et sociétal.

**M.P.** // Je fais de la vente directe de cerises et d'abricots et je vois des consommateurs qui veulent des fruits pas trop traités, mais aussi beaux, sans vers, qui ne s'abîment pas trop vite, et pas trop chers. Il y a des exigences contradictoires !

© Fotolia

© DR